

ASSEMBLÉE NATIONALE

20 novembre 2019

RELATIF À LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ET À L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE - (N° 2274)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CD1336

présenté par

Mme Luquet, M. Pahun, Mme Essayan, Mme Lasserre, M. Loiseau, M. Millienne, M. Balanant, Mme Bannier, M. Barrot, M. Baudu, Mme Benin, M. Berta, M. Bolo, M. Bourlanges, M. Bru, M. Cubertafo, Mme de Sarnez, Mme de Vaucouleurs, Mme Deprez-Audebert, M. Duvergé, Mme El Haïry, Mme Elimas, M. Fanget, Mme Florennes, M. Fuchs, M. Garcia, M. Hammouche, M. Isaac-Sibille, Mme Jacquier-Laforge, M. Joncour, M. Lagleize, M. Lainé, M. Laquila, M. Latombe, M. Mathiasin, M. Mattei, Mme Mette, M. Michel-Kleisbauer, M. Mignola, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, M. Turquois, Mme Vichnievsky et M. Wasserman

ARTICLE PREMIER

À la première phrase de l'alinéa 3, après la troisième occurrence du mot :

« modalités »,

insérer le mot :

« communes ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour volonté de rendre uniforme et lisible par tous les consommateurs l'information qui lui est donnée. En effet, multiplier non seulement les informations mais aussi les formes que celles-ci peuvent prendre peut être contreproductif en perdant le consommateur dans une jungle de données. Il convient donc, non seulement que l'information soit claire, mais que celle-ci prenne une forme commune et harmonisée entre l'ensemble des producteurs et importateurs.